European
Environmental
Bureau

Nouvelles visions pour la politique agraire européenne?

Luxembourg, 23 avril 2025

Faustine Bas-Defossez
Directrice nature, santé, environnement

Aperçu

Deux mots sur le EEB

Le constat

Le contexte

Le dialogue: mandat, structure, méthodologie, résultats

Et après, quelles leçons tirer, quelles perspectives?

LE EEB en deux mots

Le EEB est **le plus grand réseau européen d'organisations citoyennes environnementales** – et le seul à travailler sur un si large éventail de questions.

Nos **185+ membres** répartis dans 38 pays comptent plus de 30 millions de sympathisants individuels.

Plus de **50 ans** d'expertise en matière de politique environnementale de l'UE.

Notre vision

Un avenir Meilleur où les humains et la nature prospèrent ensemble

Notre mission

Nous plaidons en faveur de politiques progressistes visant à créer un meilleur environnement dans l'Union européenne et au-delà.

LE EEB en deux mots

Le BEE s'attaque aux problèmes environnementaux les plus urgents de l'Europe en définissant des programmes, en surveillant, en conseillant et en influençant la manière dont ces questions sont traitées aux niveaux mondial, européen et national.

Our work areas

- Climate
- Circular Economy
- Nature
- Economic Transition
- European Institutions and Governance
- Global and Regional Policies
- Health and Environment
- Environmental Law and Justice

LE EEB en deux mots

Membre fondateur du Green 10

Et travaillons avec de nombreuses autres organisations partenaires à Bruxelles et au delà

Le constat

70 à 80 % d'insectes en moins dans les paysages européens mixtes agro-industriels

Un demi-milliard d'oiseaux en moins en 40 ans

Entre **60 % et 70 %** des sols de l'Union européenne (UE) en mauvaise santé

30% des GES à l'échelle mondiale attribuées au –système alimentaire

Agriculture-> victime du réchauffement climatique – L'Europe: continent qui se réchauffe le plus vite

Changement climatique-> risque pour la **sécurité alimentaire** (EUCRA)

Le constat

Système alimentaire non durable ->

1. **SANTE:** contribue à rendre les consommateurs malades (en contribuant à l'augmentation des maladies non transmissibles comme l'obésité et le diabète).

-> Et les agriculteurs eux-mêmes

2. **SOCIALEMENT INJUSTE:**

Il se caractérise par de fortes inégalités, et l'UE est partagée entre une surconsommation généralisée et la réalité de millions de citoyens qui ne peuvent pas s'offrir un repas de qualité tous les deux jours.

Disparités considérables en Europe entre les revenus agricoles, nombre d'entre eux ayant du mal à atteindre l'équilibre financier.

Surconsommation de protéines animales

20 % de la nourriture produite -> perdue ou gaspillée dans l'UE.

Le constat

Une Politique Agricole Commune en décalage avec les défis d’aujourd’hui

Injonctions contradictoires et un manque de cohérence des politiques et incitations

Réponses centrées sur le court-terme , dangereuses et inappropriées apportées aux crises

Le contexte

Le contexte

Opposition au Pacte vert, manifestations des agriculteurs

Loi-cadre sur les services de santé et de sécurité *abandonnée*
Révision de la loi SUR *abandonnée*
Révision de la loi sur le bien-être animal *abandonnée*
Débat sur la loi sur la restauration de la nature

Septembre 2023 - Annonce dans le cadre du ‘state of the EU’ (SOTEU) par la Présidente de la Commission Européenne Von der Leyen

Janvier 2024 – Lancement officiel du dialogue

Le dialogue

Objectif formel : « Discuter des sujets identifiés dans le mandat et d'autres questions pertinentes en vue de proposer des recommandations sur l'avenir de l'agriculture dans l'UE. »

Objectif politique : SOTEU : « Nous avons besoin de plus de dialogue et de moins de polarisation » et « L'agriculture et la protection de la nature peuvent aller de pair. Nous avons besoin des deux. »

Mandat

Comment offrir aux agriculteurs de meilleures perspectives, notamment un niveau de vie équitable ?

Comment soutenir une agriculture respectueuse des limites de notre planète et de son écosystème ?

Comment mieux exploiter les opportunités offertes par la connaissance et l'innovation technologique ?

Comment promouvoir un avenir prometteur et prospère pour le système alimentaire européen dans un monde concurrentiel ? (Aspects du système alimentaire)

Structure

29 membres issus de toute la filière agroalimentaire,

1 président/facilitateur ‘neutre’
support de la Commission (DG agri)

9 syndicats d'agriculteurs
+ 1 syndicat de jeunes ruraux +

1 syndicat de travailleurs agricoles

7 associations professionnelles

6 représentants de la société civile dont 3 ONGs environnementales

3 banques

2 représentants universitaires indépendants

Méthodologie

7 réunions plénières

4 groupes de travail (4 questions directrices)

1 symposium scientifique et 1 symposium technique

Un peu moins de 100 réunions en 7 mois

--- --- ---

- 2 modérateurs par groupe de travail (auto-organisation des groupes de travail)

- Les groupes de travail fournissent des résultats pour discussion en plénière

Résultats- introduction

Un **consensus** HISTORIQUE

Les systèmes alimentaires et agricoles sont confrontés (victimes et responsables) à la triple crise planétaire que sont le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.

La nécessité de changer le système alimentaire et agricole actuel.

Il est temps de changer- **time for change is now**- le statu quo n’est pas une option

Partie A- vision

Met en lumière les contextes changeants et complexes:

- Externalités sanitaires, climatiques et environnementales du système
- Concentration croissante et déclin rapide des petites exploitations
- Tensions et conflits géopolitiques
- Faille croissante entre zones rurales et urbaines

Partie B- principes (10)

L'heure du changement est venue (impacts climatiques, environnementaux et socio-économiques) ;

Coopération et dialogue tout au long de la chaîne de valeur alimentaire ; (une répartition équitable des coûts de la transition exige une culture du dialogue, de l'inclusion et de la confiance)

Mesures politiques cohérentes pour créer des environnements favorables et performants ;

Rôle stratégique de la production agroalimentaire dans le nouveau contexte géopolitique ; (Autonomie stratégique de l'Europe)

Rôle essentiel des jeunes dans l'agriculture et diversité des systèmes alimentaires et agricoles de l'UE ;

La durabilité économique, environnementale et sociale peuvent se renforcer mutuellement

Exploiter les opportunités offertes par l'innovation pour soutenir la transition ; (L'innovation est à la fois « sociale » et « technologique », et inclut la connaissance)

Les marchés doivent favoriser la durabilité et internaliser les externalités

Favoriser une transition vers des régimes alimentaires plus sains et plus durables.

Les zones rurales attractives sont essentielles à la sécurité alimentaire et à la démocratie libérale.

Partie C- recommandations

1. Une chaîne de valeur alimentaire juste et compétitive

Renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur alimentaire

2. Nouvelle approche pour assurer la durabilité

Maintien et application du droit environnemental de l'UE, ODD, Accord de Paris, Cadre mondial pour la biodiversité, Traités de l'UE, DCE, Directive nitrates, Directive oiseaux et habitats, loi sur la restauration de la nature, Loi climat EU

Sustainability benchmarking (Système d'analyse comparative de la durabilité)

3. PAC 'fit for purpose'

Objectifs centraux :

(1) apporter un soutien socio-économique aux agriculteurs qui en ont le plus besoin ;

- « en particulier aux petites exploitations et aux exploitations mixtes, aux jeunes agriculteurs, aux nouveaux venus et dans les zones soumises à des contraintes naturelles »

(2) promouvoir des résultats positifs en matière d'environnement, de société et de bien-être animal

- Les paiements environnementaux vont au-delà des exigences du droit de l'UE ;

- être liés à des résultats quantifiables grâce à des indicateurs robustes ;

- le soutien financier aux actions environnementales et climatiques doit « augmenter substantiellement chaque année » (au-delà de 32 %) pendant deux périodes de la PAC ;

(3) garantir un budget proportionnel aux ambitions (Matching the ambition)

- (agriculture, production alimentaire, développement rural, neutralité climatique, restauration de la biodiversité)

Partie C- recommandations

4. Financer la transition

Créer un Fonds temporaire pour une transition juste, en dehors de la PAC

5. Promouvoir la transition mondiale

Cohérence entre la politique commerciale et les exigences de durabilité

6. Faire du choix alimentaire sain et durable un choix facile (le choix par défaut)

7. Rendre les pratiques agricoles plus durable

- Promotion de l'agrobiodiversité,

- Réduction des intrants externes,

- Utilisation de la lutte biologique,

- Soutien à l'agriculture biologique et à l'agroécologie.

- Publication d'un plan de gestion intégrée des nutriments (phosphore et azote).

- *Mise en place d'un fonds de restauration de la nature doté de ressources suffisantes, hors PAC.*
- *Réduction des émissions de GES dans l'agriculture et les systèmes alimentaires*

8 Dessiner un chemin vers un élevage durable

Partie C- recommandations

7. Meilleure préservation, gestion des terres agricoles, résilience hydrique

8. Promotion d’une gestion robuste des risques et des crises

9. Construire un secteur attractif et diversifié

10. Meilleur accès et meilleure utilisation des connaissances et de l'innovation

11. Changement de gouvernance et nouvelle culture de coopération

Et après?

La vision proposée par la Commission Européenne (19 février 2025)?

-> pas en phase avec le consensus obtenue dans le cadre du dialogue

Un manque notable de mesures et d'objectifs environnementaux, ainsi que l'absence de référence à augmentation du budget alloué aux paiements environnementaux aux exploitations agricoles

Une timide tentative de réforme des aides au revenu, ne respectant pas les recommandations consensuelles

Des signes de risques de démantèlement des règles environnementales liées aux aides au revenu agricole au nom de la « simplification » ;

Une absence de plans pour adresser les régimes alimentaires trop riches en viande et en produits laitiers

Et après?

Une deuxième vague de réforme de la PAC expresse; ‘simplification’= dérégulation - sans étude d’impact- en totale contradiction avec le consensus

Budget post 2027

Nécessité de faire vivre le consensus, d’opérationnaliser les recommandation et continuer le dialogue -> quid of EBAF?

La polarisation maintient un statu quo délétère et dangereux – coûts de l’inaction

EEB European Environmental Bureau

eeb.org

Merci pour votre attention!

Keep in touch

Faustine.bas-defossez@eeb.org

@EuropeanEnvironmentalBureau

The EEB gratefully acknowledges the financial support from the LIFE Programme of the European Union. This communication reflects the organizers' views and does not commit the donors.